

Comité de Vaucluse

**NON A L'ECONOMIE DE GUERRE !
LA CULTURE DOIT RESTER UN SERVICE PUBLIC !**

Dans un contexte de marche à la guerre et de destruction de milliers d'emplois, le gouvernement Macron Bayrou veut imposer 32 milliards de coupes dans les dépenses de l'Etat tout en proposant d'augmenter les dépenses de l'armée jusqu'à 150 milliards par an (5% du PIB). Dans ce face à face, classe contre classe, la culture, celle qui donne matière à penser, celle qui lutte contre l'obscurantisme et l'autoritarisme est victime de censure et d'autocensure.

A commencer par une baisse brutale autant qu'in vraisemblable des budgets.

Nationalement, 150 millions d'euros en moins, les deux tiers étant retirés à la création et l'audio-visuel public. Par la mobilisation des artistes et personnels de l'éducation nationale, la part collective du pass culture est maintenue pour 2025, ce qui est différent pour la part individuelle... A ce jour 34 000 artistes alertent dans une tribune sur les dangers de l'intelligence artificielle...

Régionalement, les coupes sont drastiques. Pour exemple, le centre-val de Loire a voté une baisse de 73% du budget culturel ce qui représente une perte estimée à près de 2 500 emplois. Comment défendent-ils leur choix ? *« Notre décision n'est pas porteuse de joie immédiate mais je suis certain que, quand ce creux de vague sera passé, le secteur culturel trouvera en lui les ressources pour innover en comptant davantage sur le bénévolat et la mutualisation »*. (Ouest France) Dans l'Hérault, le conseil départemental annonce une année blanche pour la culture, soit une suppression de 100% des subventions pour tout ce qui n'est pas obligatoire. Le théâtre Toursky à Marseille, faute de subventions municipales, supprime sa programmation jusqu'à fin 2025 remboursant tous les billets. Le directeur du TNP de Villeurbanne démissionne refusant de travailler dans ces conditions. Le chœur de l'opéra de Toulon, sous la menace de 22

licenciements ne doit sa survie qu'à la mobilisation du secteur... Partout c'est l'hécatombe...

Calculer les bénéfices économiques et sociaux que l'Etat ou les régions peuvent tirer d'une politique culturelle dynamique n'intéresse ni le gouvernement ni les élus de tous bords qui lui obéissent. Ce ne sont pas seulement les artistes et les techniciens qui sont concernés mais tous ceux qui travaillent dans les structures et les associations, la billetterie, la restauration, la communication, la sécurité, les services techniques municipaux... Ce n'est pas le tout petit budget de la culture qui pèsera lourd dans l'énorme cagnotte que le gouvernement constitue pour la dette et la préparation de la guerre !

Il faut donc chercher ailleurs la raison de cet acharnement contre le monde de la culture. Plusieurs créateurs ont vu leurs œuvres censurées du fait des conflits actuels. (Festival du film israélien annulé à Strasbourg, le spectacle « *And Here I am* » de Ahmed Tobasi annulé à Choisy le Roi...). A la **censure directe**, il faut ajouter la pratique de l'**autocensure**. La seule évocation de mots tel que Russe, Juif, Palestine, droits des femmes, migrants... provoque un refus de la part des programmateurs : *« je ne veux pas me faire emmerder par mon élu »* (Télérama). Ce qui aboutit à 30% de baisse en moyenne dans la programmation. **Ajoutons la multiplication de pressions et d'actes de vandalisme pour divers motifs.** Œuvres saccagées, salles de concert dégradées, publics menacés, artistes agressés... **Il existe pourtant un délit pénal d'entrave à la diffusion des œuvres** (Loi de LCAP de juillet 2016) mais les procureurs de la République n'engagent pas de poursuite quand ils le pourraient. **Oui, la raison de cet acharnement est donc bien d'assécher les consciences.**

**L'ARGENT POUR LES BESOINS DE LA POPULATION, PAS POUR LA GUERRE !
MAINTIEN DES SUBVENTIONS ! LA CULTURE DOIT RESTER UN SERVICE PUBLIC !
L'entrave à la liberté de diffusion est un délit !**

MEETING INTERNATIONAL CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION

Le 21 mars 2025, 19 heures - Espace Charenton, Paris 12^e

SUR AVIGNON :

**Rassemblement contre la guerre et l'exploitation,
samedi 15 mars à 10 h, angle de la place de l'horloge et de la rue des marchands**

**Réunion publique – débat, contre la guerre et l'exploitation,
samedi 29 mars à 10 h, mairie annexe Sud, 1 rue François Premier, Avignon.**

